

LODJ

*livre Rose*

# ÉCOLE, HÔPITAL, JEUNESSE

remettre le service public au cœur  
de l'État social

**Décryptage des 25 mesures du  
quatrième axe du programme législatif  
2026-2031 du Parti de l'Istiqlal**

UNE PUBLICATION DE LA RÉDACTION DE L'ODJ MÉDIA  
Septembre 2026

# SOMMAIRE

Avant-propos – Le service public comme promesse d'égalité réelle

1. École publique : commencer par l'inégalité territoriale
  2. Enseignants : la réforme passe par ceux qui font la classe
  3. Décrochage : détecter tôt et offrir une deuxième chance
  4. Préscolaire gratuit : investir avant que les écarts ne se creusent
  5. Une plateforme nationale d'apprentissage numérique et d'IA
  6. Langues, compétences du XXI<sup>e</sup> siècle et prospective des métiers
  7. Mesurer la qualité de chaque établissement
  8. Enseignement privé : encadrer les frais de scolarité
  9. Reconnaître les compétences acquises par l'expérience
  10. Partenariats public-privé et sport scolaire
  11. Urgences : une Agence nationale dédiée
  12. Donner davantage d'autonomie aux hôpitaux publics
  13. Le médecin référent comme porte d'entrée d'un parcours coordonné
  14. Repenser la carte des soins et le partenariat avec le privé
  15. Première expérience professionnelle : casser le cercle du "pas d'expérience, pas d'emploi"
  16. Afaq : une opportunité dans un délai de six mois
  17. Formation professionnelle reliée à l'entreprise régionale
  18. Bidaya, mobilité et accès aux opportunités
  19. "100 000 talents numériques" : une ambition chiffrée
  20. Académies régionales et service civique volontaire
  21. Un Passeport qualité de vie des jeunes : une proposition à expliciter
  22. Ce que les 25 mesures racontent ensemble
  23. Les questions que la campagne doit encore documenter
- Conclusion – L'État social se juge à l'usage



By Lodj

# **L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN MOTEUR DE RECHERCHE,**

mais elle trouve ce  
qui compte vraiment.



**Chercher n'est pas comprendre.**  
Nous allons **à l'essentiel.**

W W W . L O D J . M A

# NOTE ÉDITORIALE



Ce Livre rose est une publication de la rédaction de L'ODJ Média. Il propose une lecture journalistique, pédagogique et analytique du quatrième axe du programme législatif 2026-2031 du Parti de l'Istiqlal. Il ne constitue ni une publication officielle du Parti, ni une reproduction de son programme, ni un document de campagne produit par le Parti. La version française utilisée est une traduction provisoire de travail établie à partir du document source en arabe et ne se substitue pas à celui-ci.



## Le service public comme promesse d'égalité réelle

Avec 25 mesures, le quatrième axe est le plus fourni des cinq. Il associe trois moments décisifs d'une trajectoire de vie : apprendre, se soigner et entrer dans la vie professionnelle. Le programme les réunit sous une même ambition : soutenir et renforcer le rôle du service public dans le cadre de l'État social.

### **Ce choix donne à l'axe une cohérence particulière.**

L'école publique ne vaut pas seulement par ses bâtiments, mais par la qualité de l'apprentissage et l'égalité territoriale. L'hôpital public ne vaut pas seulement par le nombre de lits, mais par l'accès aux urgences, l'organisation du parcours de soins et la qualité de la gouvernance. La politique de jeunesse ne se résume pas à la formation : elle doit conduire à une première expérience, une opportunité et une insertion.

Le programme énonce des instruments précis - Agence nationale des urgences, médecin référent, plateforme nationale d'apprentissage numérique et d'IA, programme Afaq, 100 000 talents numériques - mais laisse aussi plusieurs modalités à définir. Ce Livre rose distingue donc clairement le cap politique des mécanismes qui devront encore être documentés.



# ÉCOLE PUBLIQUE :

## commencer par l'inégalité territoriale

La première mesure vise l'équité territoriale dans l'accès à une éducation de qualité dans les zones rurales et montagneuses.

Ce point d'entrée est révélateur : avant même de parler de numérique ou de compétences du XXI<sup>e</sup> siècle, le programme pose la question de l'endroit où naît et grandit l'élève.

**L'ambition est de faire de la qualité scolaire un droit moins dépendant du territoire.**

Le document ne fixe toutefois ni seuils de qualité, ni calendrier, ni moyens spécifiques. La mesure devra donc être traduite en indicateurs concrets : encadrement, continuité pédagogique, transport, internats, équipements, accès au numérique et résultats d'apprentissage.







# ENSEIGNANTS :

## la réforme passe par ceux qui font la classe

**La deuxième mesure prévoit d'améliorer le parcours de formation des enseignants et leur situation professionnelle. Elle reconnaît qu'aucune réforme éducative ne peut durablement contourner la question du métier enseignant.**

Le programme ne détaille pas les dimensions de cette amélioration : formation initiale, formation continue, carrière, mobilité, conditions de travail ou rémunération.

Mais la formulation relie explicitement professionnalisation et situation professionnelle, deux leviers qui devront être pensés ensemble.



# DÉCROCHAGE :

## détecter tôt et offrir une deuxième chance

**La troisième mesure combine détection précoce du décrochage scolaire et développement des écoles de la deuxième chance.**

Elle introduit une logique de prévention puis de rattrapage : repérer avant la rupture et rouvrir une voie après la rupture.

La réussite dépendra de la capacité à identifier les signaux faibles - absentéisme, difficultés d'apprentissage, fragilité sociale - et à coordonner école, famille et accompagnement.

Les écoles de la deuxième chance devront, elles, être jugées sur leur capacité à conduire vers une qualification, une formation ou un emploi.



# PRÉSCOLAIRE GRATUIT

**investir avant que les écarts  
ne se creusent**

**La quatrième mesure propose d'investir dans la petite enfance et de généraliser gratuitement l'enseignement préscolaire. Elle place l'égalité des chances très en amont du parcours scolaire.**

La gratuité et la généralisation sont des objectifs clairs. Le document ne précise cependant ni le calendrier, ni les normes d'encadrement, ni le modèle de financement.

Or la généralisation n'a de sens que si elle s'accompagne d'une qualité pédagogique comparable sur l'ensemble du territoire.





# UNE PLATEFORME NATIONALE

## d'apprentissage numérique et d'IA

La cinquième mesure fait entrer explicitement l'intelligence artificielle dans la politique éducative : création d'une plateforme nationale d'apprentissage numérique et d'IA.

**L'enjeu n'est pas seulement technologique.**

Une plateforme nationale peut devenir un outil d'accès aux contenus, d'accompagnement et de réduction de certaines inégalités, à condition que l'équipement et la connectivité suivent.

Le programme ne précise pas les usages de l'IA, la gouvernance des données, les contenus ou la place des enseignants.

Ces éléments seront essentiels pour que l'outil complète l'école au lieu de créer une nouvelle fracture entre ceux qui savent et peuvent l'utiliser et les autres.



# LANGUES,

## compétences du XXI<sup>e</sup> siècle et prospective des métiers

Les mesures 6 et 7 rapprochent apprentissage des langues, compétences du XXI<sup>e</sup> siècle et prospective des métiers.

Le message est clair : l'école doit mieux préparer à un environnement professionnel qui évolue rapidement.

Le système national de prospective des métiers et des compétences peut constituer un pont entre formation et économie.

**Sa valeur dépendra de la qualité des données, de leur actualisation et surtout de leur traduction dans l'orientation, les programmes scolaires et la formation professionnelle.**



# MESURER

## la qualité de chaque établissement

**La huitième mesure prévoit un système numérique national de mesure de la qualité de chaque établissement scolaire.**

C'est une proposition structurante parce qu'elle déplace le débat des moyens engagés vers les résultats et la qualité effectivement délivrée.

**Reste à savoir ce qui sera mesuré et comment les résultats seront utilisés.**

Une mesure de qualité peut éclairer les familles et aider au pilotage ; elle peut aussi produire des classements simplistes si les contextes sociaux et territoriaux ne sont pas pris en compte.

**Les indicateurs et leur  
transparence seront  
donc déterminants.**



# ENSEIGNEMENT PRIVÉ

## encadrer les frais de scolarité

**La neuvième mesure propose d'encadrer les frais de scolarité dans l'enseignement privé.**

Elle touche directement au budget des familles et à la relation entre offre privée d'éducation, liberté de gestion et protection des usagers.

Le document ne précise pas la méthode d'encadrement ni les établissements concernés.

Le débat devra donc porter sur la transparence des tarifs, leur évolution, les prestations facturées et les mécanismes de contrôle, sans attribuer au programme des modalités qu'il n'énonce pas.





# RECONNAÎTRE

## les compétences acquises par l'expérience

**La dixième mesure veut reconnaître les compétences professionnelles acquises par l'expérience et la pratique.**

Elle rompt avec une conception où seul le diplôme initial certifie la compétence.

Cette reconnaissance peut ouvrir des passerelles à des actifs expérimentés, faciliter des reconversions et valoriser des savoir-faire.

Elle suppose néanmoins des procédures crédibles d'évaluation et de certification pour que la reconnaissance soit comprise par les employeurs et réellement portable sur le marché du travail.



# **PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ**

## **et sport scolaire**

**Les deux dernières mesures éducatives proposent des partenariats innovants entre secteurs public et privé et le développement du sport scolaire.**

Elles élargissent la mission de l'école : coopérer avec son environnement et contribuer aussi au développement physique et collectif des élèves.

**Le terme de partenariat reste général.**

Il faudra préciser les domaines concernés, les responsabilités et les garanties d'égalité d'accès.

Pour le sport scolaire, la question sera celle des équipements, de l'encadrement et de la régularité de la pratique.



# URGENCES

## **une Agence nationale dédiée**

**La treizième mesure ouvre le bloc santé avec la création, par une loi spécifique, d'une Agence nationale des urgences.**

Le choix d'une agence dédiée suggère que l'urgence est considérée comme un système à organiser à l'échelle nationale et non comme une simple fonction interne à chaque hôpital.

Le programme ne décrit pas ses compétences, ses relations avec les structures existantes ni ses moyens.

La pertinence de l'agence se jugera donc sur sa capacité à améliorer orientation, coordination, délais et continuité de prise en charge.





# DONNER DAVANTAGE D'AUTONOMIE

## aux hôpitaux publics

**La quatorzième mesure propose de réformer la gouvernance des hôpitaux publics et de renforcer leur autonomie de gestion.**

Elle pose une question classique mais décisive : jusqu'où un établissement doit-il pouvoir décider rapidement de ses ressources et de son organisation tout en restant comptable de l'argent public et de la qualité des soins ?

Le programme fixe le principe mais pas le modèle de gouvernance.

L'autonomie devra aller de pair avec des objectifs mesurables, une reddition des comptes et une capacité réelle à gérer les ressources humaines et matérielles.



# LE MÉDECIN

## **réfèrent comme porte d'entrée d'un parcours coordonné**

**La quinzième mesure veut structurer un parcours de soins coordonné et gradué autour du médecin réfèrent.**

L'idée est de sortir d'un système où le patient cherche seul son chemin entre consultations, spécialistes, urgences et hôpital.

Un parcours gradué peut améliorer la continuité des soins et éviter des recours inadaptés aux urgences. Mais il suppose une offre suffisante de soins de proximité et des outils de coordination.

C'est précisément ce que complète la mesure suivante sur la restructuration territoriale de l'offre et le renforcement des soins de santé primaires.



# REPENSER

## la carte des soins et le partenariat avec le privé

**Les mesures 16 et 17 proposent de restructurer territorialement l'offre de soins, de renforcer les soins primaires et d'adopter un nouveau modèle de partenariat avec le secteur privé.**

Le programme associe donc réorganisation publique et coopération avec l'offre privée.

Le document ne définit pas ce nouveau modèle. Les critères essentiels seront l'accès, la qualité, le coût pour la collectivité et l'équité territoriale.

Un partenariat ne constitue pas une politique en soi : sa valeur dépend des obligations, des tarifs, du contrôle et des résultats obtenus.



# PREMIÈRE EXPÉRIENCE

## professionnelle : casser le cercle du “pas d’expérience, pas d’emploi”

**La mesure 18 propose un programme pilote garantissant une première expérience professionnelle encadrée.**

Elle cible un verrou bien identifié de l’entrée sur le marché du travail : demander une expérience à ceux qui n’ont pas encore eu l’occasion d’en acquérir.

Le mot “encadrée” est important. La qualité du dispositif dépendra de la durée, du statut, de la rémunération éventuelle, de l’accompagnement et de la valeur de l’expérience pour la suite du parcours. Ces modalités ne sont pas précisées dans la présentation source.





# AFAQ

## une opportunité dans un délai de six mois

**La mesure 19 lance le programme "Afaq" afin de garantir une opportunité aux jeunes dans un délai de six mois.**

C'est l'une des promesses les plus facilement évaluables de l'axe parce qu'elle contient un horizon temporel explicite.

Le document ne définit toutefois pas la nature exacte de l'"opportunité" : emploi, formation, stage, accompagnement ou autre solution.

Cette définition sera essentielle pour transformer le délai de six mois en engagement mesurable plutôt qu'en formule générale.



# FORMATION PROFESSIONNELLE

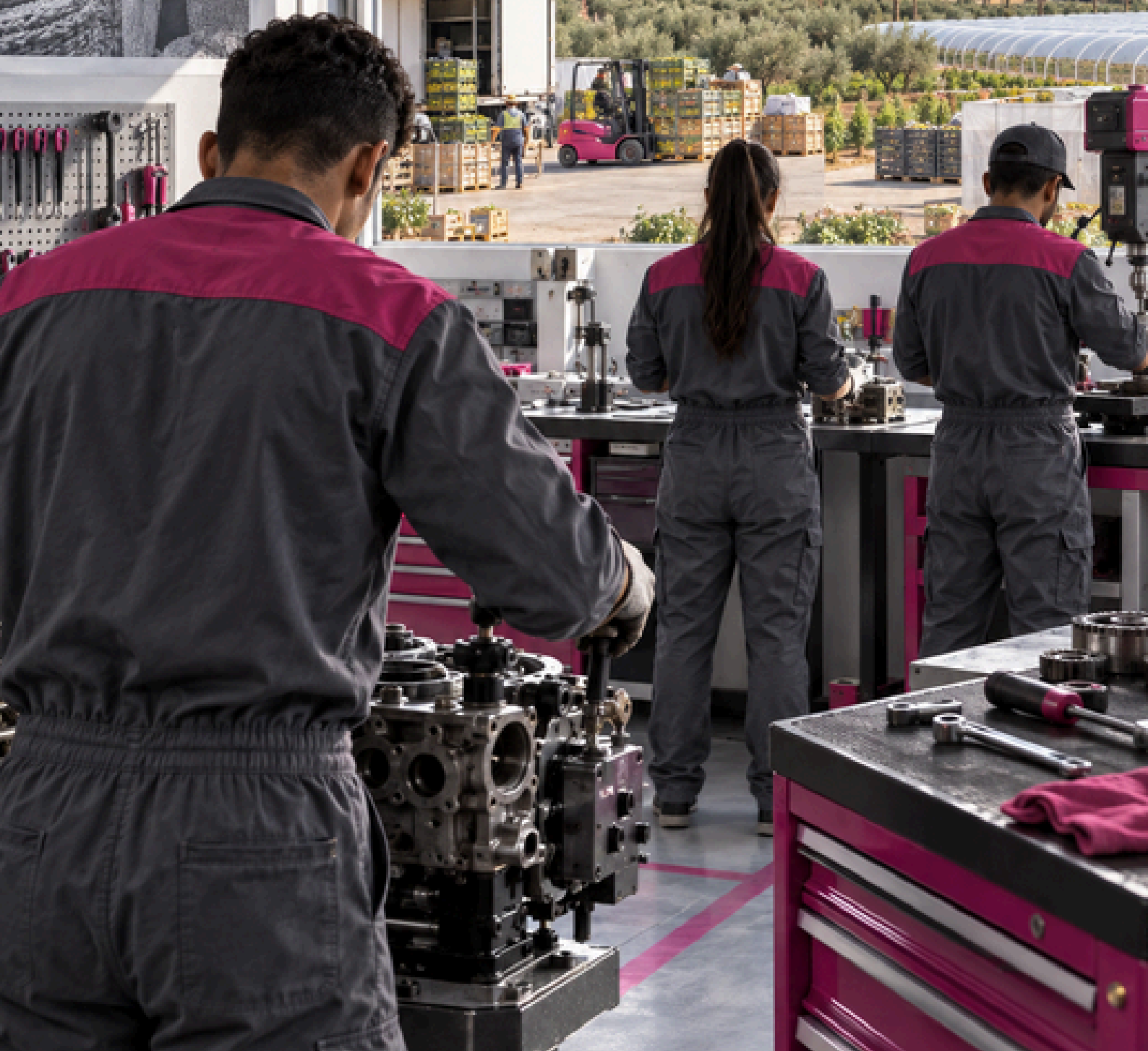
## reliée à l'entreprise régionale

**La vingtième mesure veut restructurer la formation professionnelle et la relier à l'entreprise régionale.**

Elle territorialise la relation entre compétences et emploi : former en fonction des besoins économiques réels des régions plutôt que selon une offre uniforme.

Le défi sera d'éviter une formation trop étroitement calée sur les besoins immédiats, au détriment de compétences transférables.

La prospective des métiers prévue dans le volet éducation peut ici fournir un outil de cohérence.



# BIDAYA

## **mobilité et accès aux opportunités**

**La mesure 21 prévoit le programme “Bidaya” de soutien à la mobilité.**

Le document ne détaille pas la forme de cette mobilité ni ses bénéficiaires.

Il faut donc s'en tenir à ce que la présentation affirme : un soutien à la mobilité dans le bloc consacré à l'emploi et à l'insertion des jeunes.

L'enjeu sera de préciser si le dispositif agit sur les déplacements, la mobilité territoriale, l'accès à une formation ou à une première expérience.

Cette précision conditionnera son évaluation.





# “100 000 TALENTS NUMÉRIQUES”

## une ambition chiffrée

**La mesure 22 lance le programme “100 000 talents numériques” pour l’insertion dans l’économie numérique.**

Contrairement à plusieurs propositions qualitatives, celle-ci affiche une cible quantitative claire.

**Le nombre ne suffira cependant pas à mesurer le succès.**

Il faudra connaître les compétences visées, la durée des parcours, le niveau de certification, le taux d’insertion et la qualité des emplois obtenus.

Le programme pose la cible ; l’ingénierie de formation et d’emploi reste à préciser.



# ACADÉMIES RÉGIONALES

## et service civique volontaire

**Les mesures 23 et 24 proposent des académies régionales de gestion locale et un programme “Pionniers du développement” pour le service civique volontaire.**

Elles ajoutent une dimension citoyenne et territoriale à la politique de jeunesse.

Les académies peuvent contribuer à professionnaliser la gestion locale si leur public, leurs formations et leurs débouchés sont clairement définis.

Le service civique volontaire peut, lui, offrir expérience, engagement et utilité collective.

Le programme ne précise pas sa durée, son statut ni les missions proposées.



# UN PASSEPORT QUALITÉ DE VIE DES JEUNES

## une proposition à expliciter

**La vingt-cinquième mesure prévoit la création d'un "Passeport qualité de vie des jeunes".**

Le titre est explicite sur l'intention mais la présentation source n'en décrit pas le contenu.

Il serait donc imprudent d'inventer les avantages, services ou droits associés. Cette mesure fait partie de celles sur lesquelles la campagne devra fournir le plus de précisions : bénéficiaires, services couverts, conditions d'accès, opérateurs et financement.



# CE QUE LES 25 MESURES RACONTENT ENSEMBLE

**L'axe 4 dessine un parcours : une école plus équitable et mieux mesurée, un système de santé mieux coordonné, puis des dispositifs destinés à accélérer l'entrée des jeunes dans l'activité. Ce continuum constitue sa principale cohérence politique.**

Le service public y est présenté moins comme une administration que comme une garantie de trajectoire.

L'État social ne se limite pas au transfert financier : il doit produire des capacités - apprendre, se soigner, acquérir une première expérience, se former et accéder à une opportunité.

La difficulté sera la coordination. Éducation, santé, emploi, formation professionnelle, numérique, collectivités et secteur privé sont appelés à agir ensemble. Le citoyen, lui, jugera l'ensemble à partir de résultats très concrets : qualité de l'école, délai de soin et possibilité réelle d'entrer dans la vie active.





# LES QUESTIONS

## que la campagne doit encore documenter

**Le programme devra préciser le financement et le calendrier de la généralisation gratuite du préscolaire, les indicateurs du système de qualité scolaire, les modalités d'encadrement des frais du privé, le contenu de la plateforme d'apprentissage et d'IA, ainsi que le fonctionnement de la prospective des métiers.**

En santé, restent à documenter les compétences de l'Agence nationale des urgences, le modèle d'autonomie hospitalière, le fonctionnement du médecin référent, la nouvelle carte territoriale des soins et les règles du partenariat avec le privé.

Pour la jeunesse, les points clés sont la définition de l'opportunité garantie par Afaq, les conditions de la première expérience professionnelle, le contenu de Bidaya, les critères des 100 000 talents numériques, le statut du service civique et les avantages du Passeport qualité de vie.



# CONCLUSION

## L'État social se juge à l'usage

**Cet axe est probablement celui qui met le plus directement le programme à l'épreuve du quotidien.**

Une école de qualité, des urgences qui fonctionnent et une première chance professionnelle ne sont pas des abstractions : ce sont des expériences concrètes par lesquelles les citoyens mesurent la présence ou l'absence du service public.

Les 25 mesures ont l'avantage de couvrir le parcours plutôt que de juxtaposer trois politiques sectorielles. Leur crédibilité dépendra désormais de la capacité à préciser les moyens, les calendriers, les responsabilités et les indicateurs.

Le Livre rose n°6 clôturera la série avec le cinquième axe : souveraineté stratégique, eau, énergie, industrie, alimentation, finance et technologies.

**Autrement dit, la question de ce que le Maroc doit pouvoir sécuriser et maîtriser lui-même.**





# خاتمة

## الدولة الاجتماعية تُقاس بمدى الانتفاع بخدماتها

يعد هذا المحور، على الأرجح، الأكثر ارتباطًا باختبار البرنامج في الحياة اليومية. فمدرسة ذات جودة، وخدمات طوارئ تعمل بكفاءة، وفرصة أولى للولوج إلى الحياة المهنية، ليست مفاهيم مجردة، وإنما تجارب ملموسة يقيس المواطنون من خلالها حضور المرفق العمومي أو غيابه.

وتتميز الإجراءات الـ 25 بكونها تغطي مسار الفرد بشكل متكامل، بدل أن تكتفي بالجمع بين ثلاث سياسات قطاعية منفصلة، غير أن مصداقيتها ستظل مرتبطة بمدى القدرة على تحديد الموارد، والآجال، والمسؤوليات، ومؤشرات قياس النتائج.

وسيختتم الكتاب الوردي رقم 6 هذه السلسلة بتناول المحور الخامس، المتعلق بالسيادة الاستراتيجية، والماء، والطاقة، والصناعة، والأمن الغذائي، والمالية، والتكنولوجيات.

وبعبارة أخرى، سيتناول السؤال المتعلق بما ينبغي للمغرب أن يكون قادرًا على تأمينه والتحكم فيه بنفسه.





# أسئلة

## لا تزال الحملة الانتخابية مطالبة بتوضيحها

وفي المجال الصحي، تظل هناك حاجة إلى توضيح اختصاصات الوكالة الوطنية للطوارئ، ونموذج استقلالية المستشفيات في التدبير، وكيفية اشتغال نظام الطبيب المرجعي، ومضمون الخريطة الصحية الجديدة على المستوى الترابي، والقواعد المؤطرة للشراكة مع القطاع الخاص.

أما فيما يتعلق بالشباب، فتتمثل أبرز النقاط التي تحتاج إلى توضيح في تعريف «الفرصة» التي يضمنها برنامج «أفاق»، وشروط الاستفادة من برنامج أول تجربة مهنية، ومضمون برنامج «بداية»، ومعايير برنامج «100 ألف موهبة رقمية»، ووضعية المستفيدين من الخدمة المدنية التطوعية، والمزايا التي سيتيحها «جواز جودة حياة الشباب»

لا تزال مجموعة من الجوانب بحاجة إلى توضيح، من بينها تمويل تعميم التعليم الأولي المجاني والجدول الزمني لتنفيذه، ومؤشرات نظام قياس جودة المؤسسات التعليمية، وكيفيات تأطير رسوم التعليم الخاص، ومضمون منصة التعلم الرقمي والذكاء الاصطناعي، وكيفية اشتغال نظام استشراف المهن والكفاءات.



# ما الذي تكشفه الإجراءات الـ 25 في مجملها؟

يرسم المحور الرابع مسارًا متكاملًا يبدأ بمدرسة أكثر إنصافًا ووضوحًا في قياس جودتها، ويمر عبر منظومة صحية أكثر تنسيقًا، لينتهي بآليات تستهدف تسريع ولوج الشباب إلى الحياة المهنية، ويشكل هذا الترابط أبرز عناصر الانسجام السياسي في المحور.

ويقدم البرنامج المرفق العمومي باعتباره أكثر من مجرد إدارة تقدم خدمات، فهو يمثل ضمانًا لمسار الفرد في مختلف مراحل حياته، فالدولة الاجتماعية، وفق هذا التصور، لا تقتصر على التحويلات المالية، وإنما يفترض أن تتيح للأفراد اكتساب القدرات التي تمكنهم من التعلم، والعلاج، واكتساب أول تجربة مهنية، والتكوين، والولوج إلى الفرص.

ويظل التحدي الأساسي مرتبطًا بالتنسيق بين مختلف هذه السياسات. فالتعليم، والصحة، والتشغيل، والتكوين المهني، والرقمنة، والجماعات الترابية، والقطاع الخاص، كلها مجالات يفترض أن تعمل في اتجاه متكامل.

أما بالنسبة إلى المواطن، فسيكون الحكم في النهاية مرتبطًا بنتائج ملموسة: جودة المدرسة، وسرعة التكفل الصحي، وإمكانية الولوج الفعلي إلى الحياة المهنية.



# "جواز جودة حياة الشباب"

## مقترح يحتاج إلى مزيد من التوضيح

ويعد هذا المقترح من بين الإجراءات التي تتطلب توضيحات أوسع خلال الحملة الانتخابية، ولا سيما بشأن الفئات المستفيدة، والخدمات التي سيغطيها، وشروط الولوج إليه، والجهات المكلفة بتنفيذه، ومصادر تمويله.

ينص الإجراء الخامس والعشرون على إحداث «جواز جودة حياة الشباب»، ويوضح عنوان المقترح الغاية العامة منه، غير أن الوثيقة الأصلية لا تقدم تفاصيل بشأن مضمونه أو كيفية الاستفادة منه.

لذلك، سيكون من غير الدقيق افتراض امتيازات أو خدمات أو حقوق مرتبطة بهذا الجواز لم ينص عليها البرنامج.





# الأكاديميات الجهوية

## والخدمة المدنية التطوعية

يقترح الإجراءان الثالث والعشرون والرابع والعشرون إحداث أكاديميات جهوية للتدبير المحلي، وإطلاق برنامج «رواد التنمية» للخدمة المدنية التطوعية.

ويضيف هذان المقترحان بعداً مواطنياً وتربائياً إلى سياسة الشباب، من خلال الجمع بين اكتساب المهارات والمشاركة في خدمة الصالح العام.

ويمكن لهذه الأكاديميات أن تسهم في إضفاء مزيد من المهنية على التدبير المحلي، شريطة تحديد الفئات المستهدفة، ومضامين التكوين، والآفاق المهنية التي تفتحها أمام المستفيدين.

أما الخدمة المدنية التطوعية، فيمكن أن توفر للشباب فرصة لاكتساب الخبرة، والمشاركة في العمل الجماعي، والمساهمة في خدمة المصلحة العامة، غير أن البرنامج لا يحدد مدة هذه الخدمة، ولا الوضعية التي سيستفيد منها المشاركون، ولا طبيعة المهام المقترحة.



# "100 ألف" موهبة رقمية

## طموح بأهداف رقمية

غير أن بلوغ هذا العدد لا يكفي وحده لقياس نجاح البرنامج، إذ يتعين معرفة المهارات المستهدفة، ومدة التكوين، ومستوى الشهادات المحصل عليها، ونسبة الإدماج المهني، وجودة فرص الشغل التي سيحصل عليها المستفيدون، فالبرنامج يحدد الهدف، فيما تظل هندسة التكوين والإدماج المهني بحاجة إلى مزيد من التوضيح.

يقترح الإجراء الثاني والعشرون إطلاق برنامج «100 ألف موهبة رقمية» بهدف إدماج الشباب في الاقتصاد الرقمي، وعلى خلاف عدد من المقترحات التي تكتفي بتحديد أهداف عامة، يضع هذا الإجراء هدفًا رقميًا واضحًا يتمثل في 100 ألف مستفيد.



# "بداية"

## التنقل والولوج إلى الفرص

ينص الإجراء الحادي والعشرون على إطلاق برنامج «بداية» لدعم تنقل الشباب.

غير أن الوثيقة لا تحدد طبيعة هذا الدعم ولا الفئات المستفيدة منه، وتكتفي بالإشارة إلى دعم التنقل في إطار الإجراءات الموجهة إلى تشغيل الشباب وإدماجهم المهني.

ويظل من الضروري توضيح ما إذا كان البرنامج سيغطي تكاليف التنقل، أو سيدعم التنقل بين مختلف المجالات الترابية، أو سيسهل الولوج إلى التكوين، أو يساعد الشباب على اكتساب أول تجربة مهنية، وستكون هذه التفاصيل أساسية لتحديد طبيعة البرنامج وتقييم مدى فعاليته.



# التكوين المهني

## المرتبط بالمقاولة الجهوية

غير أن التحدي يتمثل في تفادي حصر التكوين في الاستجابة للحاجات الآنية للمقاولات، بما قد يأتي على حساب المهارات القابلة للنقل بين المهن والقطاعات. ويمكن لنظام استشراف المهن والكفاءات المقترح ضمن محور التعليم أن يساهم في تحقيق قدر أكبر من الانسجام بين التكوين واحتياجات سوق الشغل المستقبلية.

يهدف الإجراء العشرون إلى إعادة هيكلة التكوين المهني وربطه بالمقاولة الجهوية، ويعكس ذلك توجهاً نحو مواءمة التكوين مع احتياجات سوق الشغل على المستوى الترابي، بدل اعتماد عرض موحد لا يأخذ بالضرورة في الاعتبار الخصوصيات الاقتصادية لكل جهة.





# "أفاق"

## فرصة في غضون ستة أشهر

غير أن الوثيقة لا تحدد طبيعة هذه «الفرصة»: هل يتعلق الأمر بعمل، أم بتكوين، أم بتدريب، أم بمواكبة، أم بصيغة أخرى للإدماج؟ ويظل توضيح هذا الجانب ضروريًا حتى يتحول أجل الستة أشهر إلى التزام قابل للقياس، بدل أن يظل مجرد صياغة عامة.

يهدف الإجراء التاسع عشر إلى إطلاق برنامج «أفاق» لضمان فرصة للشباب في غضون ستة أشهر، ويعد هذا الإجراء من أكثر الإجراءات قابلية للقياس، لأنه يحدد أجلًا زمنيًا واضحًا لتحقيق الهدف المعلن.



# أول تجربة مهنية

## كسر حلقة "لا خبرة، لا عمل"

يقترح الإجراء الثامن عشر برنامجًا تجريبيًا يضمن للشباب فرصة لاكتساب أول تجربة مهنية مؤطرة، ويستهدف بذلك إحدى أبرز العقبات التي تواجه ولوج الشباب إلى سوق الشغل: اشتراط الخبرة المهنية ممن لم تتح لهم بعد فرصة اكتسابها.

وتكتسي كلمة «مؤطرة» أهمية خاصة، إذ ستتوقف جودة هذا البرنامج على مدة التجربة، ووضعية المستفيدين، والأجر إن وجد، وأشكال المواكبة، والقيمة التي ستضيفها هذه التجربة إلى مسارهم المهني، غير أن الوثيقة الأصلية لا توضح هذه الجوانب.



# إعادة النظر

## في الخريطة الصحية والشراكة مع القطاع الخاص

غير أن الوثيقة لا تحدد طبيعة هذا النموذج الجديد، ولا الشروط التي ستؤطره. وستتوقف فعاليته على عدة عوامل، من أبرزها مدى الولوج إلى الخدمات وجودتها، وكلفتها بالنسبة إلى المالية العمومية، وقدرته على تقليص الفوارق الترابية. لذلك، لا تكفي الشراكة في حد ذاتها لتحقيق أهداف السياسة الصحية، بل تتحدد قيمتها من خلال الالتزامات التي تترتب عنها، والتعريفات المعتمدة، وآليات المراقبة، والنتائج المحققة.

يقترح الإجراءان السادس عشر والسابع عشر إعادة تنظيم العرض الصحي على المستوى الترابي، وتعزيز خدمات الرعاية الصحية الأولية، واعتماد نموذج جديد للشراكة مع القطاع الخاص، وهكذا، يجمع البرنامج بين إعادة تنظيم العرض العمومي والتعاون مع العرض الصحي الخاص.





# الطبيب المرجعي

## بوابة لمسار علاجي أكثر تنسيقا

يهدف الإجراء الخامس عشر إلى تنظيم مسار علاجي منسق ومتدرج حول الطبيب المرجعي.

وتتمثل الفكرة في تجاوز نظام يضطر فيه المريض إلى تدبير مساره بنفسه بين الاستشارات الطبية، والأطباء المختصين، وخدمات الطوارئ، والمستشفى.

ويمكن لمسار علاجي متدرج أن يحسن استمرارية الرعاية، ويحد من اللجوء غير الملائم إلى خدمات الطوارئ.

غير أن ذلك يفترض توفر عرض كاف من خدمات الرعاية الصحية القريبة، إلى جانب أدوات فعالة للتنسيق.

وهو ما يكمله الإجراء الموالي، من خلال إعادة تنظيم العرض الصحي على المستوى الترابي وتعزيز خدمات الرعاية الصحية الأولية.



# تعزير

## استقلالية المستشفيات العمومية في التدبير

يقترح الإجراء الرابع عشر إصلاح حكمة المستشفيات العمومية وتعزير استقلاليتها في مجال التدبير، ويطرح بذلك سؤالاً كلاسيكياً لكنه حاسم: إلى أي حد ينبغي للمؤسسة الاستشفائية أن تتمتع بالقدرة على اتخاذ قرارات سريعة بشأن مواردها وتنظيمها، مع بقائها خاضعة للمحاسبة عن تدبير المال العمومي وجودة الخدمات الصحية؟

ويحدد البرنامج المبدأ العام، لكنه لا يقدم نموذجاً واضحاً للحكمة. لذلك، ينبغي أن تقترن الاستقلالية بأهداف قابلة للقياس، وآليات للمحاسبة، وقدرة فعلية على تدبير الموارد البشرية والمادية.



# الطوارئ

## إحداث وكالة وطنية متخصصة

ولا يحدد البرنامج اختصاصات هذه الوكالة، ولا طبيعة علاقتها بالبنيات القائمة، ولا الموارد التي ستتوفر عليها. لذلك، ستقاس جدوى إحداثها بمدى قدرتها على تحسين توجيه المرضى، وتعزيز التنسيق بين مختلف التخصصات، وتقليص آجال التكفل، وضمان استمرارية الرعاية.

يفتح الإجراء الثالث عشر محور الصحة باقتراح إحداث وكالة وطنية للطوارئ بموجب قانون خاص، ويشير اختيار وكالة متخصصة إلى اعتبار خدمات الطوارئ منظومة يتعين تنظيمها على المستوى الوطني، وليس مجرد وظيفة داخلية لكل مستشفى.



# الشراكة

## بين القطاعين العام والخاص والرياضة المدرسية

يقترح الإجراءان التعليمية الأخيران إقامة شراكات مبتكرة بين القطاعين العام والخاص، إلى جانب تطوير الرياضة المدرسية، ومن شأن هذين التوجهين توسيع أدوار المدرسة، لتشمل الانفتاح على محيطها والمساهمة كذلك في النمو البدني وتنمية روح العمل الجماعي لدى التلاميذ.

ويظل مفهوم الشراكة عامًا في البرنامج، إذ يتعين توضيح المجالات المعنية، وتحديد المسؤوليات، ووضع الضمانات الكفيلة بتكافؤ الولوج إلى الخدمات.

أما بالنسبة إلى الرياضة المدرسية، فسيكون التحدي مرتبطًا بتوفير التجهيزات اللازمة، والتأطير المناسب، وضمان انتظام الممارسة الرياضية.





# الاعتراف

## بالكفاءات المكتسبة من خلال الخبرة

يهدف الإجراء العاشر إلى الاعتراف بالكفاءات المهنية المكتسبة من خلال الخبرة والممارسة، ويمثل ذلك تجاوزاً لتصور يعتبر أن الشهادة الأولية هي وحدها ما يثبت الكفاءة المهنية.

ويمكن لهذا الاعتراف أن يفتح مسارات جديدة أمام الأشخاص الذين راكموا خبرة مهنية، وأن ييسر الانتقال إلى مهن أخرى، وأن يثمن المهارات والخبرات المكتسبة بالممارسة، غير أنه يفترض وضع إجراءات موثوقة للتقييم والمصادقة، حتى يكون هذا الاعتراف مفهوماً لدى المشغلين وقابلًا للاعتماد فعلياً في سوق الشغل.



# التعليم الخاص

## تأطير الرسوم الدراسية

يقترح الإجراء التاسع تأطير الرسوم الدراسية في مؤسسات التعليم الخاص، ويمس هذا المقترح بشكل مباشر ميزانية الأسر، كما يطرح مسألة العلاقة بين العرض التعليمي الخاص، وحرية التدبير، وحماية المستفيدين من خدماته.

ولا تحدد الوثيقة آلية التأطير، ولا المؤسسات المعنية بهذا الإجراء.

ومن ثم، ينبغي أن ينصب النقاش على شفافية الأسعار، وتطورها، والخدمات التي يتم احتساب رسوم إضافية مقابلها، وآليات المراقبة، دون إسناد آليات محددة إلى البرنامج لم ينص عليها صراحة.



# قياس جودة

## كل مؤسسة تعليمية

ينص الإجراء الثامن على إحداث نظام رقمي وطني لقياس جودة كل مؤسسة تعليمية.

ويكتسي هذا المقترح أهمية هيكلية، لأنه ينقل النقاش من حجم الموارد المرصودة إلى النتائج المحققة وجودة الخدمة التعليمية المقدمة فعليًا.

غير أن السؤال يبقى مطروحًا بشأن ما سيتم قياسه، وكيف ستُستخدم النتائج. فقد يتيح نظام قياس الجودة للأسر الاطلاع على مستوى المؤسسات، ويساعد الجهات المسؤولة على تحسين تدبيرها؛ لكنه قد يؤدي أيضًا إلى تصنيفات مبسطة إذا لم تؤخذ الخصوصيات الاجتماعية والترايبية بعين الاعتبار.

لذلك، ستكون طبيعة المؤشرات المعتمدة ومدى شفافيتها عاملين حاسمين.





# اللغات

## ومهارات القرن الحادي والعشرين، واستشراف مهن المستقبل

يربط الإجراءان السادس  
والسابع بين تعلم اللغات،  
واكتساب مهارات القرن  
الحادي والعشرين،  
واستشراف تطور المهن  
والمهارات.

وتتمثل الرسالة هنا في أن  
المدرسة مطالبة بإعداد  
أفضل للتلاميذ لمواكبة بيئة  
مهنية تشهد تحولات  
متسارعة.

ويمكن للنظام الوطني  
لاستشراف المهن والكفاءات  
أن يشكل حلقة وصل بين  
منظومة التكوين والاقتصاد،  
غير أن قيمته ستتوقف على  
جودة المعطيات، وانتظام  
تحيينها، والأهم على مدى  
ترجمتها إلى سياسات التوجيه،  
والمناهج الدراسية، والتكوين  
المهني.



# منصة وطنية

## للتعلم الرقمي والذكاء الاصطناعي

ولا يحدد البرنامج أوجه استخدام الذكاء الاصطناعي، ولا قواعد حكمة البيانات، ولا طبيعة المحتويات، ولا موقع المدرسين ضمن هذه المنظومة، وستكون هذه العناصر حاسمة لضمان أن تكمل المنصة دور المدرسة، بدل أن تخلق فجوة جديدة بين من يملكون القدرة على استخدامها والاستفادة منها، ومن لا تتوفر لهم هذه الإمكانيات.

يدخل الإجراء الخامس الذكاء الاصطناعي بشكل صريح ضمن السياسة التعليمية، من خلال إحداث منصة وطنية للتعلم الرقمي والذكاء الاصطناعي.

ولا يتعلق الأمر هنا بالجانب التكنولوجي وحده، إذ يمكن لمنصة وطنية من هذا النوع أن تصبح أداة للولوج إلى المحتويات التعليمية، والمواكبة، والحد من بعض أوجه التفاوت، شريطة أن تواكبها التجهيزات الضرورية وتغطية رقمية كافية.



# التعليم الأولي المجاني

## الاستثمار قبل اتساع الفوارق

يقترح الإجراء الرابع الاستثمار في مرحلة الطفولة المبكرة وتعميم التعليم الأولي بشكل مجاني. ويضع بذلك مبدأ تكافؤ الفرص في مرحلة مبكرة جداً من المسار الدراسي، قبل أن تتسع الفوارق بين الأطفال وتصبح معالجتها أكثر صعوبة.

وتتمثل الأهداف المسطرة في تعميم التعليم الأولي وضمان مجانيته، غير أن الوثيقة لا تحدد الجدول الزمني، ولا معايير التأطير، ولا نموذج التمويل.

فالتعميم لا يكتسب معناه الكامل إلا إذا اقترن بضمان جودة تربوية متقاربة في مختلف أنحاء التراب الوطني.



# الانقطاع عن الدراسة

## الكشف المبكر وإتاحة فرصة ثانية

والهشاشة الاجتماعية، مثل  
التغيب المتكرر، وصعوبات التعلم،  
والهشاشة الاجتماعية، وعلى  
تنسيق الجهود بين المدرسة  
والأسرة وآليات المراقبة.

أما مدارس الفرصة الثانية،  
فينبغي تقييمها بناءً على قدرتها  
على تمكين المستفيدين من  
الحصول على تأهيل، أو الالتحاق  
بالتكوين، أو الوصول إلى سوق  
الشغل.

يجمع الإجراء الثالث بين الكشف  
المبكر عن حالات الانقطاع عن  
الدراسة وتطوير مدارس الفرصة  
الثانية. ويعتمد بذلك مقارنة تقوم  
على الوقاية ثم الاستدراك: رصد  
مؤشرات الانقطاع قبل حدوثه، وإعادة  
فتح مسار تعليمي أو مهني بعد  
الانقطاع.

وترتبط فعالية هذا الإجراء بمدى سرعة  
رصد المؤشرات المبكرة، مثل التغيب  
المتكرر، وصعوبات التعلم،





# المدرسون

## الإصلاح يبدأ بمن يمارس مهنة التعليم

ينص الإجراء الثاني على تحسين مسار تكوين المدرسين ووضعيتهم المهنية، ويقر بذلك بأن أي إصلاح تربوي لا يمكن أن يحقق أثرًا مستدامًا إذا تجاوز مسألة مهنة التدريس وظروف ممارستها.

ولا يفصل البرنامج أبعاد هذا التحسين، سواء تعلق الأمر بالتكوين الأساسي، أو التكوين المستمر، أو المسار المهني، أو الحركية، أو ظروف العمل، أو الأجور.

غير أن صياغته تربط بوضوح بين مهنة المدرس ووضع المهني، وهما رافعتان يتعين النظر إليهما بشكل متكامل.



# المدرسة العمومية

## البداية من معالجة الفوارق الترابية

يهدف الإجراء الأول إلى تحقيق الإنصاف الترابي في الولوج إلى تعليم ذي جودة بالمناطق القروية والجبلية.

ويكشف اختيار هذه النقطة مدخلًا للإصلاح عن أولوية واضحة: فقبل الحديث عن الرقمنة أو مهارات القرن الحادي والعشرين، يطرح البرنامج سؤالًا أساسيًا: أين يولد التلميذ وينشأ، وفي أي ظروف يتلقى تعليمه؟

ويتمثل الطموح في جعل جودة التعليم حقًا أقل ارتباطًا بالمجال الترابي الذي ينتمي إليه التلميذ. غير أن الوثيقة لا تحدد مستويات للجودة، ولا جدولًا زمنيًا، ولا موارد خاصة لتنفيذ هذا التدبير.

ولذلك، يتعين ترجمة هذا الالتزام إلى مؤشرات ملموسة، تشمل التأطير التربوي، واستمرارية التعلم، والنقل المدرسي، ودور الطالب، والتجهيزات، والولوج إلى الوسائل الرقمية، ونتائج التعلم.



# المرفق العمومي بوصفه ضماناً للمساواة الفعلية

يعد المحور الرابع، الذي يضم 25 إجراء، الأوسع بين المحاور الخمسة. ويجمع بين ثلاث محطات حاسمة في مسار حياة الفرد: التعلم، والعلاج، والولوج إلى الحياة المهنية. وينتظم هذا المحور حول طموح واحد: دعم دور المرفق العمومي وتعزيزه في إطار الدولة الاجتماعية.

ويمنح هذا الاختيار المحور قدرًا خاصًا من الانسجام. فالمدرسة العمومية لا تقاس فقط ببنائاتها، وإنما بجودة التعلم وبمدى تحقق المساواة بين المجالات الترابية. والمستشفى العمومي لا تقاس فعاليته بعدد الأسرة فقط، وإنما بسهولة الولوج إلى خدمات الطوارئ، وتنظيم المسار العلاجي، وجودة الحكامة. أما سياسة الشباب، فلا تختزل في التكوين، بل ينبغي أن تفضي إلى أول تجربة مهنية، وإلى فرص فعلية، وإلى الاندماج في سوق الشغل.

ويقترح البرنامج أدوات محددة، من بينها الوكالة الوطنية للطوارئ، والطبيب المرجعي، والمنصة الوطنية للتعلم الرقمي والذكاء الاصطناعي، وبرنامج «أفاق»، وبرنامج «100 ألف موهبة رقمية»، لكنه يترك في المقابل عددًا من التفاصيل التنفيذية دون تحديد. ولذلك، يميز هذا الكتاب الوردي بوضوح بين التوجه السياسي الذي يحدده البرنامج، والآليات التي لا تزال بحاجة إلى مزيد من التوضيح والتوثيق.







# ملاحظة تحريرية

هذا الكتاب الوردي عبارة عن إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ Média، ويقدم قراءة صحفية وتحليلية للمحور الأول من البرنامج التشريعي لحزب الاستقلال للفترة 2026-2031. ولا يُعد هذا الإصدار منشورًا رسميًا للحزب، ولا إعادة نشر لبرنامجهم، ولا وثيقة انتخابية صادرة عنه. كما أن النسخة الفرنسية المعتمدة في هذا الإصدار ترجمة أولية أُنجزت انطلاقًا من النص الأصلي باللغة العربية، ولا تحل محل النسخة الأصلية أو تمثل ترجمة رسمية عنها.

LODj



# الخبر By Lodj فجيك

تابعوا أحدث الأخبار وآخر المستجدات بشكل مستمر عبر منصتنا، ولا تفوتوا أي خبر



www.lodj.info

# الفرصة

تمهيد — المرفق العمومي بوصفه ضماناً للمساواة الفعلية

1. المدرسة العمومية: البداية من معالجة الفوارق الترابية

2. المدرسون: الإصلاح يبدأ بمن يمارس مهنة التعليم

3. الانقطاع عن الدراسة: الكشف المبكر وإتاحة فرصة ثانية

4. التعليم الأولي المجاني: الاستثمار قبل اتساع الفوارق

5. منصة وطنية للتعلم الرقمي والذكاء الاصطناعي

6. اللغات، ومهارات القرن الحادي والعشرين، واستشراف مهن المستقبل

7. قياس جودة كل مؤسسة تعليمية

8. التعليم الخاص: تأطير الرسوم الدراسية

9. الاعتراف بالكفاءات المكتسبة من خلال الخبرة

10. الشراكة بين القطاعين العام والخاص والرياضة المدرسية

11. حالات الطوارئ: إحداث وكالة وطنية متخصصة

12. منح مزيد من الاستقلالية للمستشفيات العمومية

13. الطبيب المرجعي: بوابة لمسار علاجي منسق

14. إعادة النظر في الخريطة الصحية والشراكة مع القطاع الخاص

15. أول تجربة مهنية: كسر حلقة «لا خبرة، لا عمل»

16. "أفاق": فرصة في غضون ستة أشهر

17. التكوين المهني المرتبط بالمقاولة الجهوية

18. "بداية": التنقل والولوج إلى الفرص

19. "100 ألف موهبة رقمية": طموح بأهداف رقمية

20. الأكاديميات الجهوية والخدمة المدنية التطوعية

21. "جواز جودة حياة الشباب" : مقترح يحتاج إلى مزيد من التوضيح

22. ما الذي تكشفه الإجراءات الـ 25 في مجملها؟

23. أسئلة لا تزال الحملة الانتخابية مطالبة بتوضيحها

الخلاصة — الدولة الاجتماعية تُقاس بمدى الانتفاع بخدماتها



LODJ

# المكتاب الوردي المدرسة، المستشفى، والشباب

إعادة المرفق العمومي  
إلى صلب الدولة الاجتماعية

تحليل الإجراءات الـ 25 للمحور الرابع من البرنامج  
التشريعي لحزب الاستقلال للفترة 2026-2031

إصدار عن هيئة تحرير L'ODJ MEDIA  
شتنبر 2026